Institut français des relations internationales

ifri

ramses

2019

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 8 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales

Israël, 70 ans après

Un État stabilisé face à ses défis

Société progressivement plus intégrée, puissance économique moderne, Israël fait néanmoins face à deux défis majeurs : la définition de son projet national, avec le poids croissant de la dimension religieuse, et le défi de la paix, qui est celui de son intégration dans sa propre région.

Le 19 avril 2018, les habitants de l'État d'Israël (et avec eux, un certain nombre de Juifs à travers le monde) ont fêté ses 70 ans d'existence.

Les succès d'Israël

À l'aune du projet sioniste qui semblait, formulé par Theodor Herzl à la fin du XIX^e siècle, totalement utopique, le bilan paraît plutôt flatteur. De communauté religieuse minoritaire sous le mandat britannique, les Juifs sont devenus le groupe majoritaire d'une société indépendante : la population juive est passée de 600 000 en 1948 à 6,5 millions en 2018, du fait en particulier de vagues d'immigration souvent liées à la détérioration de la situation des Juifs en diaspora.

Cette société s'est consolidée d'un triple point de vue. Culturellement : alors que l'hébreu n'était plus une langue orale, il est aujourd'hui parlé par plus de huit millions de personnes. Aux Juifs d'Israël, il convient en effet d'ajouter 1,5 million d'Arabes et de Druzes – de langue maternelle arabe – et 400 000 « Israéliens non-Juifs/non-Arabes » (pour l'essentiel de l'ex-Union soviétique).

Cette intégration culturelle a favorisé une intégration sociale – certes partielle, mais réelle – entre Juifs ashkénazes et sépharades. Dans les années 1960, les immigrants récents, originaires des pays d'islam, étaient concentrés dans les « cols bleus », les villes « de développement », ou les quartiers défavorisés des grandes villes, les élites (politiques, économiques, culturelles) étant presque uniquement ashkénazes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Certes, un différentiel de revenu subsiste entre les deux groupes, mais les Juifs sépharades ont trouvé leur place dans la société israélienne : maires, parlementaires, ministres, chefs d'état-major... Certains sont chefs d'entreprise et ont connu des réussites spectaculaires, comme Yitzhak Tshuva (d'origine libyenne) dans l'immobilier et l'énergie, ou Zadik Bino (d'origine irakienne) dans la banque et le pétrole. Les mariages « mixtes » augmentent : un quart des jeunes Israéliens sont le fruit de telles unions.

Enfin, Israël est devenu une puissance économique globale. Le pays avait une économie en développement, fortement liée à l'État et à la Histadrout (le « syndicat » unique), et très dépendante des importations. Il a désormais une économie développée, basée sur des entreprises privées, avec un secteur *high-tech* très dynamique, en interaction permanente avec les grands centres économiques du monde. Ces quinze dernières années, le PIB a crû en moyenne de 3 % par an. L'inflation est de 0,4 %, et le taux de chômage limité à 4 %. Les investissements directs à l'étranger se montent à 5 milliards de dollars par an. Israël exploite, en outre, depuis 2013, de vastes ressources de gaz naturel *offshore*, qui contribuent à son indépendance énergétique. L'adhésion en 2010 d'Israël à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a manifesté avec éclat le chemin parcouru ces 70 dernières années.

Quant à l'État lui-même, deux choses méritent d'être relevées. D'une part, il s'est au fil du temps consolidé, se dotant d'une bureaucratie – relativement efficace – et d'une armée qui a su faire preuve à maintes reprises de sa force de frappe. D'autre part, sur la scène internationale, l'État est parvenu à sortir de son tête-à-tête avec l'Occident en nouant, depuis les années 1990, des relations diplomatiques avec un nombre considérable de pays (y compris des géants comme la Chine et l'Inde). Il n'y a plus désormais que les pays arabes (sauf l'Égypte et la Jordanie) et certains pays musulmans d'Asie du Sud et du Sud-Est pour ignorer – officiellement – l'État hébreu.

Ce bilan plutôt positif explique que les Israéliens soient, dans l'ensemble, satisfaits de leur sort. Ils se classent en onzième position dans le rapport mondial sur le bonheur du *Sustainable Development Solutions Network*, après les pays d'Europe du Nord, mais bien avant la France (23^e) et même l'Allemagne (15^e).

Est-ce à dire que tout va pour le mieux en Israël ? Non, car Israël a deux défis auxquels faire face : le contenu de son projet national et le défi de la paix.

Vers un Israël plus religieux

L'ambition initiale des fondateurs de l'État était de parvenir à une normalisation du peuple juif, passant par sa transformation en nation moderne, occidentalisée, de « goyim parlant hébreu » comme persiflaient certains détracteurs du sionisme. Ce projet d'intégration nationale par fusion, en vogue jusque dans les années 1960, réclamait que les nouveaux immigrants (venant pour la plupart des pays d'islam) abandonnent leurs identités d'origine, se laissent absorber dans leur société d'accueil et adoptent la norme du nouvel hébreu incarné par le *kibboutznik*. L'objectif était de parvenir à un *melting pot* généralisé. Il n'a pas été atteint, et la modernisation, guidée par le haut, n'a été que partielle.

Sans doute une certaine « israélité », partagée par une majorité d'Israéliens, a-t-elle vu le jour : usage d'une langue parlée (abondamment diffusée par les médias) ; attachement à une terre (nourri par l'étude de la Bible, l'archéologie, les excursions dans le pays) ; expériences communes (en particulier, le service militaire) ; comportements (rejet des conduites trop formelles, langage direct)... Mais elle n'est pas allée de pair avec une homogénéisation sociale forte, autour du modèle du Juif européen, sécularisé et – longtemps – politiquement de gauche.

La société israélienne est au contraire plus multiculturelle aujourd'hui et, du coup, plus incertaine sur son destin collectif. Un discours de 2015 du président de l'État, Reuven Rivlin, insistait sur les transformations majeures que traverse la société israélienne. En se basant sur le nombre d'élèves fréquentant l'école primaire, il montrait que le réseau scolaire « laïque » qui accueillait 52 % des enfants en 1990 n'en accueillait plus que 38 % en 2018. Si les réseaux scolaires arabe et « sioniste-religieux » sont restés à peu près stables (25 % et 15 %), le réseau ultra-orthodoxe juif a explosé, passant de 9 % à 22 %. Ces quatre tribus pourraient, d'ici deux décennies, représenter démographiquement chacune un quart de la population israélienne. Avec des visions opposées, parfois radicalement, tant sur l'évolution de la société et de l'État que sur les questions de guerre et de paix.

Gérer les quatre tribus

La tendance longue qui se dessine est toutefois assez nette. Le pôle religieux, à l'intérieur de la société juive, est appelé à se renforcer au détriment du secteur laïque. Ce qui aura pour conséquence une visibilité plus grande du religieux, une présence plus forte des Juifs religieux dans les institutions de l'État (y compris l'armée). La perspective des deux États s'éloignera encore plus, les sionistes-religieux – dont le prototype le plus accompli est l'actuel ministre de l'Éducation Naftali Bennett – étant favorables au maintien de la Cisjordanie dans le giron d'Israël. Cette perspective est d'ailleurs également partagée par des laïcs nationalistes, en particulier ceux issus de l'immigration venue de l'ex-Union soviétique. Comme en miroir, les citoyens arabes, à 80 % musulmans, seront encore plus travaillés par une dynamique d'islamisation.

Certes, cette logique d'affirmation de quatre tribus n'implique pas une inexorable fragmentation. L'État pourrait développer des politiques publiques intégratives – pour l'heure timides. Un enjeu important est ainsi l'insertion plus affirmée des hommes ultra-orthodoxes et des femmes arabes dans le marché du travail, et ce non seulement pour mieux les incorporer à la société, mais aussi pour consolider la base économique de ces deux ensembles, qui concentrent les couches les plus pauvres. Étant donné le rôle majeur que remplit le service militaire (ou son équivalent sous forme de service civique) dans la fabrication de l'israélité, son extension aux Arabes et aux ultra-orthodoxes serait aussi un facteur de cohésion.

Il reste que le renforcement du pôle religieux – et plus largement identitaire – n'est pas sans danger pour la démocratie israélienne. En 70 ans d'existence, cette démocratie n'a certes jamais été mise entre parenthèses. Elle s'est même renforcée à compter des années 1990, avec le développement d'une société civile très active, vigilante dans la défense des droits. Toutefois, au cours de la décennie actuelle, les motifs de préoccupation se sont accumulés avec l'adoption par le Parlement de lois visant à restreindre la liberté d'expression et à renforcer l'allégeance à l'État (loi sur le financement des organisations non gouvernementales par des États étrangers, loi sur la Nakba...).

L'objectif est invariablement le même : renforcer le pouvoir exécutif et la majorité parlementaire au détriment des minorités et du pouvoir judiciaire. On comprend dans ce contexte que 41 % des répondants juifs (et 65 % des répondants arabes) considèrent que le système démocratique d'Israël est sérieusement en danger¹.

1. T. Herman, C. Cohen, *et al.*, «The Israeli Democracy Index 2017 », Jérusalem, The Israel Democracy Institute/The Guttman Center for Public Opinion and Policy Research, 2017.

La paix introuvable

La création d'un État ne devait pas seulement normaliser la condition des Juifs en forgeant une société nationale, complète et diversifiée ; elle devait aussi conduire à la reconnaissance internationale d'une souveraineté étatique juive. Sur ce plan, le bilan est en demi-teinte. Certes, Israël entretient aujourd'hui des relations diplomatiques avec 159 États dans le monde. Mais hormis l'Égypte et la Jordanie, il n'y a pas eu de normalisation politique avec le monde arabe, du fait du non-règlement de la question palestinienne. Or cette dernière n'est pas près de trouver une solution, le processus de négociation étant à l'arrêt depuis une quinzaine d'années.

Paradoxalement toutefois, la situation stratégique d'Israël n'a sans doute jamais été aussi confortable qu'actuellement, et cela n'incite guère le gouvernement à faire des efforts pour dialoguer avec les Palestiniens. Le conflit israélo-arabe a été structurant pour l'ensemble du Moyen-Orient dans les années 1950-1970 ; il est aujourd'hui devenu secondaire en termes géopolitiques. Au cours des trente dernières années, l'épicentre des crises régionales s'est en effet progressivement déplacé vers le Golfe, un acteur – la République islamique d'Iran – apparaissant de plus en plus, avec ses velléités nucléaires et son interventionnisme régional, comme une menace commune pour Israël et pour certaines monarchies du Golfe (Bahreïn, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite). D'où la satisfaction partagée qui s'est exprimée à Jérusalem et Riyad après le retrait des États-Unis de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien en mai 2018.

Dans un Moyen-Orient traversé par ce clivage majeur avec l'Iran, la question palestinienne devient objectivement secondaire. Déjà affaiblis après dix ans de schisme entre le Hamas et le Fatah, les Palestiniens sont largement livrés à eux-mêmes. L'accession de Donald Trump au pouvoir n'a fait qu'accentuer le tropisme pro-israélien des États-Unis, comme le souligne la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le transfert de l'ambassade américaine. Cette marginalisation politique de la question palestinienne est bénéfique au gouvernement israélien, qui n'a aucune raison de se hâter pour créer une véritable ouverture diplomatique et peut ainsi imperturbablement poursuivre sa politique de colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem.

Il reste que si le contexte géopolitique est actuellement favorable à Israël, on ne peut ignorer que, sur le long terme, Israël ne pourra jamais trouver sa place au Moyen-Orient sans un règlement satisfaisant et durable de la question palestinienne.

A. D.

Pour en savoir plus

- P. Blanc et J.-P. Chagnollaud, *Israël face à Israël. Promesses et dérives d'une utopie*, Paris, Autrement, 2018.
- D. Charbit, *Israël et ses paradoxes. Idées reçues sur un pays qui attise les passions*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2015.
- A. Dieckhoff, *Le conflit israélo-palestinien. 20 questions pour vous faire votre opinion*, Paris, Armand Colin, 2017.